



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 42467-2
portant modification du récépissé de bénéfice de l'antériorité du 20 mai 2015 autorisant
la société ÉOLIENNES DE GRAND FOUGERAY à exploiter une installation de production
d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent
sur la commune de Grand-Fougeray**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU la décision d'antériorité n°42467 délivrée le 20 mai 2015 à la société ÉOLIENNES DE GRAND FOUGERAY pour l'exploitation d'une installation terrestre de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et regroupant deux générateurs sur le territoire de la commune de Grand-Fougeray concernant la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°42467-1 du 17 mars 2026 portant modification du récépissé de bénéfice de l'antériorité du 20 mai 2015 autorisant la société Éoliennes de Grand Fougeray à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent sur la commune de Grand-Fougeray ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 mars 2026 ;

VU le courrier recommandé n°88000126680064U en date du 20 mars 2026, notifié le 26 mars 2026, par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions complémentaires sont nécessaires pour évaluer les dangers relatifs à la présence de tiers (point de vue et parking utilisé par des transporteurs routiers) à proximité immédiate des éoliennes, et notamment de l'éolienne E1 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prescrire une étude des dangers engendrés par ces aménagements qui impliquent une exposition accrue de tiers ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Domaine d'application

Les dispositions du présent arrêté tiennent lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1-2° du code de l'environnement. Le présent arrêté porte autorisation pour l'exploitation du parc éolien.

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du récépissé actant de l'antériorité du 20 mai 2015.

Article 1.2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société ÉOLIENNES DE GRAND FOUGERAY (SIRET 485 182 026 00040), dont le siège social est situé Parc de la Haute Borne, 5 rue Horus, 59650 Villeneuve-d'Ascq, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1, sous réserve du respect, notamment, des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 1.3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales (section et n°)
	X	Y		
Aérogénérateur n°1	346179	6749117	GRAND FOUGERAY	YI327
Aérogénérateur n°2	346110	6748552	GRAND FOUGERAY	YK299
Poste de livraison	346316	6749005	GRAND FOUGERAY	YI364

TITRE 2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L. 181-1-2° DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	<ul style="list-style-type: none">• 2 éoliennes• Hauteur max totale : 98 m• Diamètre rotor max : 64 m• Garde au sol min : m• hauteur du mat max : 68 m• Puissance unitaire max : 1 MW• Puissance totale max : 2 MW• Modèle : WWD1	Autorisation

TITRE 3 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

Article 3.1 : Etude de dangers

Dans un délai de six mois à compter de la notification de cet arrêté, l'exploitant réalise une étude de dangers conformément au guide technique « Élaboration de l'étude de dangers dans le cadre des parcs éoliens » de mai 2012 tenant compte, notamment des aménagements en pied d'éolienne et de l'exposition de tiers qui en découle.

Dans le cas où l'évaluation du risque conduirait à des niveaux inacceptables, l'exploitant transmettra, dans le même délai, un programme de mesures, dont la mise en œuvre s'étalera sur six mois au plus, visant à abaisser le risque à un niveau acceptable.

TITRE 4 – DISPOSITIONS FINALES

Article 4.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, la cour administrative d'appel de Nantes :

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Grand-Fougeray et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Grand-Fougeray et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le **13 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Pierre LARREY